

7° la réduction des prestations visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption. Pour les travailleurs qui n'ont pas atteint l'âge de cinquante ans au moment de cette réduction, cette prolongation ne peut dépasser cinq ans. »

Art. 29. L'arrêté royal du 4 août 1986 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption est abrogé.

Art. 30. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1991.

Art. 31. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 2 janvier 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

7° de vermindering van de arbeidsprestaties bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen. Voor de werknemers die de leeftijd van vijftig jaar niet hebben bereikt op het ogenblik van deze vermindering, mag die verlenging niet meer dan vijf jaar bedragen. »

Art. 29. Het koninklijk besluit van 4 augustus 1986 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen wordt opgeheven.

Art. 30. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Art. 31. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 2 januari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 91 — 96

9 NOVEMBRE 1990

Décret portant organisation des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et instaurant la participation des membres de la communauté éducative

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I. — Définition

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'enseignement organisé par la Communauté française, conformément à l'article 17, § 1^{er}, 3^e alinéa, de la Constitution, est appelé « Enseignement de la Communauté française ».

§ 2. Dans les dispositions légales, décrétales et réglementaires organisant cet enseignement, les mots « Enseignement de l'État » ou « Enseignement organisé par l'État » sont remplacés par les mots « Enseignement de la Communauté française ».

Art. 2. Cet enseignement comprend des institutions universitaires, des établissements d'enseignement de plein exercice, des établissements d'enseignement de promotion sociale, des centres d'enseignement à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux, des internats, des homes d'accueil et des centres de formation continue.

CHAPITRE II. — Gestion budgétaire

Art. 3. Les institutions, établissements, internats, homes d'accueil et centres visés à l'article 2 sont habilités à placer auprès d'une institution publique de crédit les parties non utilisées de leurs recettes propres ainsi que des dotations de fonctionnement et allocations de fonctionnement qui leur sont octroyées en vertu des dispositions légales, décrétales ou réglementaires.

Art. 4. Les intérêts des placements effectués dans le cadre de l'article 3 sont obligatoirement affectés à la mission des institutions concernées.

Art. 5. Les opérations de placement et les bénéfices qui en résultent sont repris dans les écritures comptables des institutions sous un chapitre distinct.

Art. 6. L'Exécutif de la Communauté est habilité à passer des conventions avec une ou plusieurs institutions publiques de crédit relativement à la liquidation et au paiement de ces dépenses ainsi qu'au placement des sommes dues aux institutions, établissements, internats et centres visés à l'article 2.

CHAPITRE III. — Fonctionnement

Art. 7. Sauf en ce qui concerne l'enseignement universitaire et l'enseignement supérieur de type long, l'Exécutif assure l'organisation du fonctionnement de l'Enseignement de la Communauté française suivant les principes définis aux chapitres III et IV du présent décret.

Art. 8. § 1^{er}. Les compétences confiées à l'Exécutif s'exercent dans le cadre des mesures fixées aux chapitres III et IV du présent projet de décret et qui visent à :

- la décentralisation de l'enseignement de la Communauté française;
- l'accroissement de l'autonomie des entités pédagogiques;
- l'adéquation de l'offre d'enseignement aux réalités socio-économiques et culturelles;
- la participation des membres de la communauté éducative.

§ 2. Sans préjudice des dispositions constitutionnelles et décrétales, l'Exécutif décide dans les matières suivantes :

- 1° la planification et la coordination générales de l'Enseignement de la Communauté française;
- 2° la fixation des orientations d'études;
- 3° l'élaboration d'un projet éducatif cadre;

4° la détermination des méthodes pédagogiques, des initiatives novatrices en matière d'enseignement, des expérimentations, des contenus des programmes, l'organisation de la formation initiale et continue des personnels de l'enseignement;

5° la mise en place de la décentralisation du système scolaire au niveau des districts socio-pédagogiques et au niveau des établissements, internats, homes d'accueil et centres concernés par l'article 7;

6° la création d'organes d'avis et de concertation et de tout service de coordination;

7° la création, l'organisation et la coordination des districts socio-pédagogiques, des centres d'enseignement secondaire ainsi que des établissements, internats, homes d'accueil et centres concernés par l'article 7;

8° la politique des bâtiments scolaires dans l'enseignement de la Communauté française;

9° les relations avec d'autres pouvoirs organisateurs d'enseignement, même étrangers, ainsi qu'avec des organisations internationales;

10° l'organisation de la concertation avec les milieux économiques, sociaux et culturels;

11° la détermination des statuts des différents personnels de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française.

Art. 9. § 1^{er}. Il est créé des districts socio-pédagogiques dont le collège est habilité, dans le respect des dispositions décrétales et réglementaires :

1° à décider dans les domaines suivants :

— l'organisation rationnelle des transports scolaires internes au sein du district;

— la globalisation des commandes d'équipement;

— l'organisation des activités décentralisées de formation continue;

— la coordination des actions de publicité;

— l'organisation de la concertation avec les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement de caractère non confessionnel;

2° à donner un avis à l'Exécutif :

— dans le domaine de la rationalisation et de la programmation entre les établissements de tous les niveaux du district;

— dans toute matière qui leur est soumise par l'Exécutif;

— sur toute mesure susceptible d'améliorer le fonctionnement et la qualité de l'Enseignement de la Communauté française.

§ 2. L'Exécutif détermine le nombre des districts socio-pédagogiques, leur composition et leur mode de fonctionnement.

Art. 10. § 1^{er}. Les chefs des établissements et des internats annexés, les administrateurs des internats autonomes et des homes d'accueil, ainsi que les responsables des centres, concernés par l'article 7, en plus des missions inhérentes à leur fonction, sont compétents dans les matières suivantes :

1° après consultation du personnel enseignant, l'élaboration et la mise en œuvre du projet éducatif propre à l'établissement, l'internat, le home d'accueil ou le centre, dans le respect du projet éducatif cadre visé à l'article 8, 3°;

2° après consultation du personnel enseignant, l'élaboration et la mise en œuvre du projet pédagogique propre à l'établissement, l'internat, le home d'accueil ou le centre;

3° l'utilisation de l'enveloppe budgétaire de l'établissement, internat, home d'accueil ou centre;

4° la concertation avec les milieux économiques, sociaux et culturels locaux et/ou régionaux;

5° le recrutement d'agents temporaires, pour une période inférieure à 30 jours.

§ 2. Les instituteurs en chef et les administrateurs des internats annexés sont associés aux décisions prises dans les matières visées au § 1^{er} du présent article.

§ 3. L'Exécutif détermine les modalités d'application de l'article 10, § 1^{er}, 5°.

CHAPITRE IV. — Participation

Art. 11. § 1^{er}. Il est créé un Conseil de participation au sein de chacun des établissements, internats ou homes d'accueil visés à l'article 7, à l'exclusion des établissements de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice.

§ 2. Dans le respect des dispositions légales, décrétales ou réglementaires concernant le personnel et le fonctionnement des établissements, le Conseil de participation est appelé à émettre des propositions ou à formuler des avis dans les matières suivantes :

1. Organisation pédagogique :

— l'élaboration et la mise en œuvre du projet éducatif propre à l'établissement, l'internat ou le home d'accueil, dans le respect du projet éducatif cadre visé à l'article 8, 3°;

— l'élaboration et la mise en œuvre du projet pédagogique propre à l'établissement, l'internat ou le home d'accueil;

— les relations pédagogiques, notamment les visites de découvertes et les stages, avec les entreprises privées ou publiques et les administrations installées dans la région;

— l'éventail d'options ou d'orientations d'études offertes aux élèves;

— la participation à des activités parascolaires, à des classes de plein air, à des manifestations éducatives;

— l'organisation de soutien aux élèves en difficulté, l'accueil des élèves au début de leurs études;

— l'organisation de la vie en internat ou home d'accueil.

2. Organisation matérielle et administrative :

— l'adaptation et l'embellissement des locaux scolaires;

— l'harmonisation des actions sociales en faveur des élèves;

— la diffusion de l'information vers l'extérieur et l'organisation de l'accueil au sein de l'école, de groupes extérieurs.

Le Conseil de participation est nécessairement informé :

— de l'utilisation de la dotation de fonctionnement accordée à l'établissement, internat, home d'accueil;

— des expériences pédagogiques en cours.

Le Conseil de participation ne peut intervenir dans les cas particuliers, tant en ce qui concerne les élèves que les membres du personnel.

§ 3. Le Conseil de participation collabore à l'organisation de manifestations extra et parascolaires au profit du fonds social de l'établissement, internat, home d'accueil, dans le soutien extérieur des associations créées à cet effet, là où elles existent.

Il contribue à la promotion de l'établissement, internat, home d'accueil, dans le respect des dispositions légales, décrétales ou réglementaires.

§ 4. Le Conseil de participation est composé nécessairement :

- 1° du responsable de l'établissement, internat autonome, home d'accueil;
- 2° de l'instituteur en chef de la section préparatoire et de l'administrateur de l'internat annexé;
- 3° de représentants des personnels élus par leurs pairs;
- 4° de représentants des parents à l'exception des établissements d'enseignement de promotion sociale;
- 5° de représentants des groupes siégeant au Conseil communal du siège de l'établissement ayant obtenu 10 p.c. des suffrages exprimés lors des dernières élections;
- 6° d'un délégué par organisation syndicale reconnue, représentée au sein de l'établissement, internat, home d'accueil;
- 7° de délégués des élèves élus par leurs pairs, lorsqu'il s'agit :
 - d'un établissement relevant de l'enseignement secondaire supérieur ou de l'enseignement de promotion sociale;
 - d'un internat accueillant des élèves fréquentant un établissement d'enseignement secondaire supérieur ou d'enseignement supérieur.

L'Exécutif détermine le nombre et les modalités de présentation et de désignation des représentants ou des délégués, ainsi que les incompatibilités.

§ 5. Le Conseil de participation comprend un président, un vice-président, un secrétaire et des membres.

Le chef de l'établissement, de l'internat autonome ou du home d'accueil préside de droit le Conseil de participation.

Le vice-président et le secrétaire sont élus par le Conseil de participation parmi ses membres.

§ 6. L'Exécutif détermine les règles complémentaires de fonctionnement du Conseil de participation.

CHAPITRE V. — *Disposition transitoire*

Art. 12, § 1^{er}. L'article 6 de l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986 portant des dispositions relatives aux moyens de fonctionnement alloués à l'enseignement de l'Etat et aux subventions de fonctionnement allouées à l'enseignement subventionné, est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1987, à l'exception de l'article 1^{er}, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1990 et de l'article 2, qui produit ses effets le 1^{er} janvier 1986. »

§ 2. Les coûts de fonctionnement des établissements de la Communauté française seront fixés en tenant compte des impératifs d'une gestion rigoureuse, notamment par une application de l'arrêté royal du 22 juin 1987 fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières pour les bâtiments scolaires, internats et centres psycho-médico-sociaux.

§ 3. Dans le rapport annuel qu'il est tenu de déposer sur base de l'article 3 du décret du 8 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, le Service des Bâtiments scolaires de la Communauté française fera le point sur les résultats en matière de réduction des coûts d'énergie.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 novembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation,
du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,
J.P. GRAFE

Le Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique,
Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
F. GULLAUME

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 91 — 96

9 NOVEMBER 1990. — Decreet tot organisatie van de door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijsinstellingen en tot invoering van een regeling tot inspraak voor leden van de onderwijsgemeenschap.

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepaling*

Artikel 1. § 1. Het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap georganiseerd wordt overeenkomstig artikel 17, § 1, 3e lid van de Grondwet wordt « Onderwijs van de Franse Gemeenschap » genoemd.

§ 2. In de teksten van de wetten, decreten en reglementen die dat onderwijs organiseren, vervangen de woorden « Onderwijs van de Franse Gemeenschap » de woorden « Rijksonderwijs » of door de Staat georganiseerd onderwijs ».

Art. 2. Dit onderwijs omvat universitaire instellingen, inrichtingen met volledig leerplan, onderwijsinrichtingen voor sociale promotie, onderwijscentra met beperkt leerplan, psycho-medisch-sociale centra, internaten, opvangtehuizen en centra voor voortgezette vorming.

HOOFDSTUK II. — *Budgetair beheer*

Art. 3. De instellingen, inrichtingen, internaten, opvangtehuizen en centra bedoeld in artikel 2 mogen bij een openbare kredietinstelling het niet-aangewende gedeelte van hun ontvangsten en van de werkingsdotaties en toelagen, hun toegekend krachtens de bepalingen van de wetten, decreten en reglementen, beleggen.

Art. 4. De rente op de beleggingen ingevolge artikel 3 moeten besteed worden aan de opdracht van de betrokken instellingen.

Art. 5. De beleggingen en de daaruit voortvloeiende winst worden opgenomen in de boekhouding van de instellingen, in een afzonderlijk hoofdstuk.

Art. 6. De Executieve van de Gemeenschap mag overeenkomsten sluiten met één of meer openbare kredietinstellingen voor de vereffening en betaling van die uitgaven en de belegging van de bedragen, verschuldigd aan de in artikel 2 bedoelde instellingen, inrichtingen, internaten en centra.

HOOFDSTUK III. — *Werking*

Art. 7. Behalve het universitair onderwijs en het hoger onderwijs van het lange type voorziet de Executieve in de organisatie van de werking van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap volgens de beginselen vervat in de hoofdstukken III en IV van dit decreet.

Art. 8. § 1. De bevoegdheid van de Executieve wordt uitgeoefend in het kader van de maatregelen bepaald in de hoofdstukken III en IV van dit decreet met het oog op :

- decentralisatie van het onderwijs van de Franse Gemeenschap;
- uitbreiding van de autonomie van de pedagogische eenheden;
- aanpassing van het onderwijsaanbod aan de sociaal-economische en culturele realiteit;
- inspraak van de leden van de onderwijsgemeenschap.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van de Grondwet en van de decreten beslist de Executieve in onderstaande materies :

- 1° algemene planning en coördinatie van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap;
- 2° vaststelling van de studierichtingen;
- 3° uitwerking van een opvoedend raaroprojekt;
- 4° vaststelling van de pedagogische methoden, de initiatieven tot vernieuwing van het onderwijs, de experimenten, de inhoud van de programma's, de organisatie van de initiële en voortgezette opleiding van het onderwijspersoneel;
- 5° de invoering van de decentralisatie van het schoolwezen op het niveau van de sociaal-pedagogische districten en op dat van de in artikel 7 bedoelde inrichtingen, internaten, opvangtehuizen en centra;
- 6° de oprichting van advies- en overlegorganen en van allerhande coördinatie diensten;
- 7° de oprichting, organisatie en coördinatie van de sociaal-pedagogische districten, de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs, de in artikel 7 bedoelde inrichtingen, internaten, opvangtehuizen en centra;
- 8° het schoolgebouwenbeleid in het onderwijs van de Franse Gemeenschap;
- 9° de betrekkingen met andere inrichtende machten van het onderwijs, ook in het buitenland, en met internationale organisaties;
- 10° de organisatie van het overleg met de economische, sociale en culturele kringen;
- 11° de vaststelling van de statuten van de verschillende categorieën van personeel van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, door de Franse Gemeenschap georganiseerd;

Art. 9. § 1. Er worde nsociaal-pedagogische districten georganiseerd, waarvan het college, met naleving van de bepalingen van decreten en reglementen, gemachtigd is om :

- 1° te beslissen inzake :
 - de rationale organisatie van het intern leerlingenvervoer in het district;
 - de globalisering van de bestellingen van uitrusting;
 - de organisatie van de gedecentraliseerde voortgezette vorming;
 - de coördinatie van de publiciteitsactie;
 - de organisatie van overleg met de inrichtende machten van de inrichtingen voor niet-confessioneel onderwijs;
- 2° de Executieve te adviseren :
 - inzake rationalisatie en programmatie van de inrichtingen van elk niveau in het district;
 - in elke materie die hem door de Executieve voorgelegd wordt;
 - over elke maatregel die de werking en de kwaliteit van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap kan verbeteren.

§ 2. De Executieve bepaalt het aantal van die districten, hun samenstelling en de wijze waarop ze moeten werken.

Art. 10. § 1. De hoofden van de inrichtingen en van de daaraan toegevoegde internaten, de beheerders van de autonome internaten en van de opvangtehuizen, de verantwoordelijken voor de centra, bedoeld in artikel 7, zijn, buiten hun eigenlijke ambtsbevoegdheden, bevoegd in volgende materies :

- 2° na overleg met het onderwijzend personeel, de uitwerking en uitvoering van het pedagogisch projekt van de inrichting, het internaat, het opvangtehuis of het centrum;
- 3° de aanwending van de aan de inrichting, het internaat, opvangtehuis of centrum toegewezen begroting;
- 4° het overleg met de economische, sociale en culturele lokale en/of regionale kringen;
- 5° de werving van tijdelijke personeelsleden voor en periode van minder dan 30 dagen.

§ 2. De hoofdonderwijzers en de beheerders van de eraan toegevoegde internaten worden betrokken bij de beslissingen getroffen inzake de materies bedoeld in § 1 van dit artikel.

§ 3. De Executieve bepaalt de wijze van toepassing van artikel 10, § 1, 5°.

HOOFDSTUK IV. — *Inspraak*

Art. 11. § 1. In elk van de inrichtingen, internaten of opvangtehuizen, bedoeld bij artikel 7, met uitzondering van de instellingen voor hoger onderwijs van het korte type en met volledig leerplan, wordt een inspraakraad opgericht.

§ 2. Onverminderd de wets-, decreets- of reglementsbevestigingen inzake het personeel en de werking van de inrichtingen, doet de inspraakraad voorstellen of adviseert hij in de volgende materies :

1. Pedagogische organisatie.
 - de uitwerking en toepassing van een specifiek opvoedend project voor de inrichting, het internaat of opvangtehuis, dat rekening houdt met het in artikel 8, 3°, bedoeld opvoedend raamproject;
 - de uitwerking en toepassing van het specifiek pedagogisch project van de inrichting, het internaat of opvangtehuis;
 - de pedagogische relaties, om stages in en bezoeken aan privé- of openbare ondernemingen en aan besturen, die in de streek gevestigd zijn;
 - het aanbod van opties en studierichtingen voor de leerlingen;
 - de deelneming aan bijschoolse activiteiten, aan openluchtclassen en opvoedkundige manifestaties;
 - de hulp aan leerlingen in moeilijkheden, de opvang van de leerlingen bij het begin van hun studies;
 - de organisatie van het leven in het internaat of opvangtehuis.
2. Materiële en administratieve organisatie.
 - de aanpassings- en verfraaiingswerken in de school;
 - de harmonisatie van de sociale acties ten bate van de leerlingen;
 - de verspreiding van informatie naar buiten toe en de organisatie van de opvang van groepen van buiten af in de school.

De inspraakraad moeten worden ingelicht over :

- het gebruik van de werkingsgelden toegekend aan de inrichting, het internaat of opvangtehuis;
- de lopende experimentele pedagogische projecten.

De inspraakraad kan zich niet inlaten met individuele gevallen, zowel van de leerlingen als van de personeelsleden.

§ 3. De inspraakraad werkt mee aan de organisatie van buitenschoolse en bijschoolse activiteiten ten bate van het sociaal fonds van de inrichting, het internaat of opvangtehuis en, desgevallend, aan de steun van buitenaf van de verenigingen die voor dit doel werden opgericht.

De raad draagt ook bij tot het bevorderen van de school, het internaat of opvangtehuis, onverminderd de wets-, decreets- en reglementsbevestigingen terzake.

§ 4. De inspraakraad moet samengesteld zijn uit :

- 1° de verantwoordelijke voor de school, het autonoom internaat of het opvangtehuis;
- 2° de hoofdonderwijzer van de voorbereidende afdeling en de beheerder van de internaat, dat eraan toegevoegd is;
- 3° vertegenwoordigers van de verschillende categorieën van personeelsleden, die door hen zijn verkozen;
- 4° vertegenwoordigers van de ouders, behoudens in de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie;
- 5° vertegenwoordigers van de functies in de Gemeenteraad van de plaats waar de school is gevestigd, die bij de jongste verkiezingen ten minste 10 % van de uitgebrachte stemmen hebben behaald;
- 6° één vertegenwoordiger van elke erkende vakvereniging, die in de inrichting of het internaat of het opvangtehuis is vertegenwoordigd;
- 7° afgevaardigden van de studenten, die door hen zijn verkozen, indien het gaat om :
 - een inrichting voor hoger secundair onderwijs of voor onderwijs voor sociale promotie;
 - een internaat voor de studenten van een inrichting voor hoger secundair onderwijs of voor hoger onderwijs.

De Executieve bepaald het aantal en de wijze van voordracht en aanstelling van bedoelde afgevaardigden en vertegenwoordigers, alsook de onverenigbaarheden.

§ 5. De inspraakraad bestaat uit een voorzitter, een ondervoorzitter, een secretaris en leden.

Het hoofd van de inrichting, van het autonoom internaat of van het opvangtehuis neemt van rechtswege het voorzitterschap van de inspraakraad waar.

De inspraakraad verkiest onder zijn leden de ondervoorzitter en de secretaris.

§ 6. De Executieve bepaalt de bijkomende regels inzake de werking van de inspraakraad.

HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepaling*

Art. 12. § 1. Artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 413, d.d. 29 april 1986 houdende bepaling van de werkmiddelen voor het Rijksonderwijs en van de werkingsstoelagen aan het gesubsidieerd onderwijs wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1987, met uitzondering van artikel 1, dat 1 januari 1986 in werking treedt, en van artikel 2, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1986 ».

§ 2. De werkmiddelkosten van de inrichtingen van de Franse Gemeenschap zullen worden vastgesteld rekening houdend met de vereisten die verbonden van een strikt beheer, onder meer door toepassing van het koninklijk besluit van 22 juni 1987 houdende vaststelling van de regels die de behoeften aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen en van de fysische en financiële normen voor de schoolgebouwen, internaten en psycho-médisch-sociale centra.

§ 3. In het jaarverslag dat de Dienst voor Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, moet invoeren, zal bedoelde dienst de balans opmaken inzake de vermindering van de energiekosten.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 november 1990.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve,
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid,

F. GUILLAUME

AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordres nationaux

Par arrêté royal du 10 décembre 1990, M. Riche, Marcel, juge consulaire au tribunal de commerce de Hasselt, est nommé Officier de l'Ordre de Léopold II.

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 27 décembre 1990, produisant ses effets le 30 novembre 1990, M. Brixhe, Fr., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Verviers, est admis à la retraite.

Il a droit à la pension.

Par arrêté royal du 27 décembre 1990, produisant ses effets le 3 janvier 1991 est acceptée la démission de M. Mauquoy, P., de ses fonctions de juge suppléant au tribunal de première instance de Bruxelles.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 27 décembre 1990, entrant en vigueur le 15 janvier 1991, M. Riche, M., est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions de juge consulaire au tribunal de commerce de Hasselt.

Par arrêtés royaux du 27 décembre 1990 :

— M. Boes, R., conseiller à la cour du travail d'Anvers, est nommé conseiller à la Cour de cassation;

— Mme Raskin, M., avocat, est nommée juge suppléant au tribunal du travail de Liège;

— M. Vanreusel, D., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Mons, est désigné en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, pour un terme de trois ans prenant cours le 12 janvier 1991;

— la dispense prévue par l'article 306 du Code judiciaire est accordée à Mme Homans, B., conseiller à la cour du travail d'Anvers.

Par arrêté ministériel du 9 janvier 1991, M. De Groot, E., secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Courtrai, est délégué temporairement aux fonctions de secrétaire du parquet de l'auditeur du travail de Bruxelles.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 10 december 1990 is de heer Riche, Marcel, rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Hasselt, benoemd tot Officier in de Orde van Leopold II.

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 27 december 1990, dat uitwerking heeft met ingang van 30 november 1990, is de heer Brixhe, Fr., substituu-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Verviers, in ruste gesteld.

Hij heeft aanspraak op pensioen.

Bij koninklijk besluit van 27 december 1990, dat uitwerking heeft met ingang van 3 januari 1991, is aan de heer Mauquoy, P., ontslag verleend uit zijn ambt van plaatsvervangend rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershelve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 27 december 1990, dat in werking treedt op 15 januari 1991, is het aan de heer Riche, M., vergund de titel van zijn ambt van rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Hasselt eershelve te voeren.

Bij koninklijke besluiten van 27 december 1990 :

— is de heer Boes, R., raadsheer in het arbeidshof te Antwerpen, benoemd tot raadsheer in het Hof van Cassatie;

— is Mevr. Raskin, M., advokaat, benoemd tot plaatsvervangend rechter in de arbeidsrechtbank te Luik;

— is de heer Vanreusel, D., substituu-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Bergen, aangewezen tot eerste substituu-procureur des Konings bij deze rechtbank, voor een termijn van drie jaar met ingang van 12 januari 1991;

— is de vrijstelling als bedoeld in artikel 306 van het Gerechtelijk Wetboek verleend aan Mevr. Homans, B., raadsheer in het arbeidshof te Antwerpen.

Bij ministerieel besluit van 9 januari 1991 is aan de heer De Groot, E., adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van secretaris van het parket van de arbeidsauditeur te Brussel te vervullen.